CONVENTION SUR LE COMMERCE INTERNATIONAL DES ESPECES
DE FAUNE ET DE FLORE SAUVAGES MENACEES D'EXTINCTION

Douzième session de la Conférence des Parties
Santiago (Chili), 3 – 15 novembre 2002

Séances du Comité II

Septième séance: 7 novembre 2002: 14 h 10 – 17 heures

Présidente: A.-M. Delahunt (Australie)
Vice-Président: K. Stansell (Etats-Unis d'Amérique)

Secrétariat: W. Wijnstekers
J. Armstrong
S. Baker
J. Barzdo
M. Jankowska
S. Nash
J. Sellar

Rapporteurs: H. Gillett
A. St John
T. Van Norman
P. Wheeler

La Présidente annonce que le Vice-Président de la session présidera la discussion du point 9 de l'ordre du jour.

Questions stratégiques et administratives

9. Financement et budget du Secrétariat et des sessions de la Conférence des Parties

Le Président présente ce point de l'ordre du jour, notant la complexité des questions à traiter. Il attire l'attention des participants sur les documents d'information CoP12 Inf. 3 et CoP12 Inf. 17. Il souligne que plus de 50 Parties ont participé activement à la préparation du budget. Le Secrétariat présente une introduction détaillée au document CoP12 Doc. 9.1 (Rev. 1), soulignant les 15% de réduction globale du budget du Secrétariat mais notant que cela représente une augmentation de 12% des contributions des Parties. Il attire l'attention sur les trois amendements proposés dans le projet de résolution sur le budget pour 2003-2005.

Le Président attire l'attention sur la réduction substantielle du fonds d'affectation spéciale CITES depuis la neuvième session de la Conférence des Parties. Il note qu'en raison de cette réduction, le fonds d'affectation spéciale ne suffira plus pour financer le programme de travail de la Conférence des Parties. Il note aussi que le Comité permanent n'a pas approuvé l'augmentation recommandée du budget et n'a pas non plus décidé de recommander d'augmenter le budget. Il note qu'une augmentation de 12% des contributions des Parties devait permettre une plus grande efficacité dans le programme de travail sans compromettre le travail du Secrétariat; il souligne que le budget représente une réduction de 15% par

rapport au budget des périodes triennales précédentes. Enfin, il attire l'attention des Parties sur l'annexe 2 (Rev. 2) du document CoP12 Doc. 9.1 (Rev. 1), dans laquelle est analysée l'option de croissance zéro des contributions des Parties.

La délégation du Honduras demande pourquoi il n'y a, semble-t-il, pas de comptes vérifiés pour le budget précédent. Le Secrétariat explique que cette information est fournie dans le document CoP12 Inf. 2. La délégation du Sénégal déclare qu'il est difficile de comparer les informations fournies à l'annexe 1 et celles présentées à l'annexe 2 du document CoP12 Doc. 9.1 (Rev. 1) car les lignes budgétaires sont différentes. Le Secrétariat reconnaît qu'il est en général difficile de présenter des informations d'une manière satisfaisante pour toutes les Parties; il fait observer qu'il s'est efforcé de répondre à toutes les demandes.

Le Président demande s'il y a des commentaires sur le point du projet de résolution traité à la première puce du point 15 du document CoP12 Doc. 9.1 (Rev. 1), concernant le passage du franc suisse au dollar US dans le budget. En l'absence de commentaires, le changement est approuvé. Le Président demande ensuite s'il y a des commentaires sur le point traité à la deuxième puce, concernant la délégation d'autorité au Secrétaire général de la Convention pour procéder à des transferts d'une ligne du budget à une autre, dans les limites définies. En l'absence de commentaires, le changement est approuvé.

Le Président demande ensuite s'il y a des commentaires sur le point traité à la troisième puce du point 15, concernant le passage des périodes budgétaires de deux/trois ans à des périodes de trois ans avec arrêt des budgets à moyen terme. Les délégations du Congo, du Danemark au nom des Etats membres de l'UE, de la Fédération de Russie et du Sénégal se déclarent préoccupées par le changement proposé pour le cycle du budget, et en particulier par les conséquences possibles de ce changement sur la périodicité des sessions de la Conférence des Parties. Le Secrétaire général fait observer que passer à un cycle de trois ans pour les sessions de la Conférence des Parties aboutirait à ce qu'il y ait une session de moins tous les 15 ans. Il note que dans le cadre du calendrier actuel des sessions, le Secrétariat a des difficultés à répondre à toutes les demandes de délégations soumises au titre du projet sur les délégués parrainés, tout en soulignant l'importance que ces délégués participent aux sessions. Le Comité convient de transmettre ce point au Comité permanent pour qu'il le traite entre les sessions.

Le Président demande s'il y a des commentaires à l'appui de l'augmentation de 12% des contributions des Parties soumise dans le budget proposé à l'annexe 1. Les délégations de l'Afrique du Sud, du Danemark, de la Norvège, de la République-Unie de Tanzanie et du Royaume-Uni appuient l'augmentation de 12%. Le Président demande s'il y a des oppositions à l'augmentation de 12%. La délégation du Canada indique son opposition. Les délégations de la France, du Japon et de la Suisse y sont elles aussi opposées mais seraient prêtes à envisager une augmentation plus modeste.

Le Président demande s'il y a des commentaires sur l'option de croissance zéro exposée à l'annexe 4. Les délégations du Canada, des Etats-Unis d'Amérique, du Japon, du Mexique et de la Suisse sont favorables à plusieurs des options d'économie présentées à l'annexe 4 du document CoP12 Doc. 9.1 (Rev. 1). Les délégations de la Chine, de la Fédération de Russie et du Sénégal estiment que plusieurs de ces options ne sont pas réalisables et devraient être abandonnées. Le Président souligne que certaines des options à l'annexe 4 avaient été examinées et rejetées lors de précédentes délibérations du Comité et ne devraient donc pas être examinées. Au vu du débat, le Président demande l'établissement d'un groupe de travail présidé par le Canada et composé des pays suivants: Argentine, Australie, Danemark, Japon, Mexique, Pérou, République-Unie de Tanzanie, Royaume-Uni et Sainte-Lucie, et du PNUE-WCMC et de TRAFFIC. Le groupe a pour mandat de faire des recommandations sur les activités susceptibles de subir les effets d'une croissance zéro ou d'une augmentation de 6% des contributions des Parties. Les délégations des Etats-Unis d'Amérique et du Sénégal déclarent que si les délibérations du groupe de travail devaient dépasser ce cadre étroit, elles seraient intéressées à y participer. Le Secrétaire général remercie la délégation de la Chine pour son appui au travail du Secrétariat et souligne la nécessité d'avoir un budget suffisant pour maintenir le niveau de travail que le Secrétariat accomplit pour les Parties.

Le Vice-Président de la session cède la présidence à la Présidente du Comité II.

Interprétation et application de la Convention

21. Examen des résolutions et des décisions

a) Examen des résolutions

ii) Résolutions à réviser

La Présidente établit un groupe de travail pour discuter du document CoP12 Doc. 21.1.2; le groupe sera présidé par le Mexique et comprendra l'Australie, le Brésil, le Danemark, les Etats-Unis d'Amérique, le Luxembourg, Madagascar, Malte et la République-Unie de Tanzanie.

i) Résolutions à abroger

Le Secrétariat présente le document CoP12 Doc. 21.1.1, précisant qu'il y a 10 résolutions dont l'abrogation doit être examinée. La délégation du Danemark, s'exprimant au nom des Etats membres de l'UE, déclare qu'elle appuie l'abrogation de toutes les résolutions figurant à l'annexe 1 du document CoP12 Doc. 21.1.1, en particulier celle des résolutions Conf. 6.5 (Rev.) et Conf. 8.2 (Rev.).

Les délégations des Etats-Unis d'Amérique, de la Fédération de Russie, du Mexique et de la Norvège estiment que la résolution Conf. 10.4 ne devrait pas être abrogée. La délégation du Brésil se déclare préoccupée par l'abrogation de la résolution Conf. 1.5 (Rev.) et n'approuve pas la justification fournie par le Secrétariat.

La Présidente demande que chaque résolution soit discutée l'une après l'autre. Les délégations du Brésil et du Mexique expriment leur désaccord vis-à-vis de la justification fournie par le Secrétariat pour l'abrogation de la résolution Conf. 1.3. Le Secrétariat déclare qu'il est évident qu'une espèce ne peut pas être inscrite à deux annexes puisque les dispositions relatives aux espèces inscrites à l'Annexe I sont différentes de celles relatives aux espèces inscrites à l'Annexe II. Il note aussi que la résolution est incorrecte dans sa référence à l'interprétation du terme "espèce". Les participants s'étant exprimés à main levée, la Présidente constate qu'il n'y a pas de consensus en faveur de l'abrogation de la résolution Conf. 1.3.

La séance est levée à 17 heures.